

## Déclaration de Nevers en faveur des femmes dans l'entrepreneuriat et l'innovation

*Réunion informelle des ministres chargés des télécommunications des 8 et 9 mars, Paris - Nevers*

### Synthèse

Aujourd'hui encore, dans l'Union européenne, **il est plus difficile pour les femmes entrepreneures que pour leurs homologues masculins d'avoir accès à des financements**. En marge de la réunion informelle des ministres des télécommunications, la **présidence française du Conseil de l'Union européenne souhaite promouvoir la participation des femmes à l'entrepreneuriat et à l'innovation** dans le secteur des TIC, à l'occasion du 8 mars, Journée internationale des droits des femmes.

**Nous devons continuer à coordonner la politique d'égalité des genres en Europe et unir nos forces afin de combler l'écart important subsistant entre les femmes et les hommes en matière de technologie et d'innovation.** Nous prenons acte de la déclaration de Ljubljana de 2021 sur l'égalité de genre dans la recherche et l'innovation, de la déclaration d'engagement de 2019 sur les femmes dans le numérique ainsi que de la stratégie de la Commission en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes 2020-2025. Par conséquent, afin d'accroître la participation des femmes dans le secteur des TIC et le nombre de jeunes entreprises (*start-ups*) et d'entreprises en expansion (*scale-ups*) dirigées par des femmes, **la présente déclaration a pour objectif de sensibiliser les investisseurs, de remédier au manque de diversité en leur sein et de réduire ainsi l'écart entre les femmes et les hommes en matière de financement dans l'innovation et l'entrepreneuriat.**

Aujourd'hui encore, dans l'Union européenne, **il est plus difficile pour les start-up dirigées par des femmes et pour les femmes entrepreneures que pour les hommes entrepreneurs d'avoir accès à des financements**. Des études ont montré que les femmes entrepreneures connaissent un déficit de financement et que, **sans réponse politique appropriée et sans engagement ferme de la part de toutes les parties prenantes, il faudrait plus de 267 ans pour combler l'écart entre les femmes et les hommes en matière de participation à la vie économique et d'opportunités économiques**<sup>1</sup>. Parvenir à l'égalité entre les hommes et les femmes est une valeur centrale et un objectif clé de la politique de l'UE, ainsi qu'un enjeu transversal pour l'ensemble de la société. Dans le cadre financier pluriannuel (CFP) 2021-2027, l'UE s'est engagée à veiller à ce que les activités et les actions relevant des programmes et des instruments concernés tiennent compte de la dimension de l'égalité entre les hommes et les femmes et contribuent à l'égalité entre les hommes et les femmes<sup>2</sup>. Cependant, d'après les conclusions du rapport publié en 2021 par la Cour des comptes européenne, la Commission n'a pas encore honoré son engagement d'intégrer cette question dans le budget de l'UE<sup>3</sup>.

Le secteur des TIC façonne l'emploi futur. Il est donc important d'encourager les femmes à poursuivre des études et des carrières dans ce domaine. **L'égalité entre les hommes et les femmes dans les sphères entrepreneuriales et dans l'innovation contribuera à la création d'emplois et à la diversité des idées** en Europe, tout en améliorant la productivité de notre économie. Ce potentiel doit être réalisé dès lors que les États membres s'engagent à accomplir une transformation numérique plus

<sup>1</sup> Forum économique mondial, *Global Gender Gap Report 2021* (mars 2021) [lien](#)

Commission européenne, Banque européenne d'investissement, Services de conseil InnovFin, *Why are women entrepreneurs missing out on funding? Reflections and considerations* (juin 2019) [lien](#)

<sup>2</sup> Cadre financier pluriannuel (CFP) 2021-2027 : cadre de négociation assorti de chiffres [lien](#)

<sup>3</sup> Cour des comptes européenne (2021), *Intégration de la dimension de genre dans le budget de l'UE*, [lien](#)

juste, plus durable et économiquement viable, qui tire parti des compétences de tous les citoyens et ne laisse donc personne de côté. De fait, la diversité est source de richesse, à la fois sur le plan social et sur le plan économique. **Dans le secteur des TIC**, où les nouveaux débouchés créés par les innovations de rupture promettent une transformation juste et durable en Europe, **moins d'un entrepreneur sur trois est une femme**<sup>4</sup>, ce qui prive l'Europe d'une source d'innovation et de compétences créatives.

Réaffirmant que **l'égalité entre les hommes et les femmes, ainsi que l'inclusion et la diversité sociales sont au cœur des principes et des valeurs de l'UE**, reconnaissant que **les biais et les stéréotypes sexistes persistants (particulièrement courants dans la technologie et l'innovation) conduisent à la manifestation et à l'amplification d'inégalités structurelles dans tous les secteurs et découragent les femmes de participer pleinement aux activités liées aux sciences, à la technologie, à l'ingénierie et aux mathématiques**, nous considérons que, **pour que les femmes réalisent pleinement leur potentiel d'entrepreneures, de fondatrices, de chercheuses, d'innovatrices et d'investisseuses**, nous devons adopter une approche horizontale, globale et holistique, notamment mobiliser des moyens économiques pour accroître la représentation des femmes à tous les niveaux.

Dans la lignée des initiatives européennes dans le domaine des start-up, comme l'*European Start-Up Nations Alliance* et le programme *Scale Up Europe*, nous soutiendrons les projets favorisant un écosystème de l'innovation juste, ouvert, inclusif et où les femmes sont bien représentées, en particulier au moyen des actions prioritaires suivantes :

- **garantir un accès égalitaire à l'investissement et au financement, indépendamment du genre** [*combler l'écart entre les hommes et les femmes en matière d'investissement*] ;
- **mesurer l'écart entre les femmes et les hommes en matière de financement et en suivre l'évolution au moyen de nouveaux outils** [*sensibiliser les investisseurs à cette question*] ;
- **prendre des mesures ciblées dans le secteur des TIC et des technologies de rupture pour combler l'écart entre les femmes et les hommes dans la recherche, la technologie et l'innovation** [*favoriser l'égalité entre les hommes et les femmes dans les domaines de la technologie et de l'innovation*].

\*

\*      \*

**1) Assurer l'égal accès des hommes et des femmes à l'investissement et aux financements en remédiant au manque de diversité parmi les investisseurs :**

- **remédier au manque de diversité parmi les investisseurs et dans l'entreprise en incitant les sociétés d'investissement, les start-up et les scale-up à viser la parité au sein de leurs organes de gouvernance** (notamment des conseils d'administration, conseils de surveillance et comités de direction) ; sensibiliser les investisseurs et les banques nationales et régionales aux biais et stéréotypes sexistes dans les processus d'investissement ;
- **encourager les dirigeants d'entreprises, notamment les investisseurs, à faire de la diversité une pierre angulaire de leur stratégie d'entreprise, en promouvant des pratiques de recrutement inclusives** comme celles qui se fondent sur des critères non liés au genre ; promouvoir les initiatives visant à répondre aux besoins non satisfaits de financements en capital-risque, les approches retenues devant avoir pour effet d'accroître le nombre de

---

<sup>4</sup> Eurostat (2018), statistiques relatives au marché du travail.

European Economy Discussion Papers, *Gender Smart Financing Investing In & With Women: Opportunities for Europe*. (20 juillet 2020) [lien](#)

femmes qui investissent et fournissent des conseils dans les réseaux de capital-risque et d'investisseurs providentiels ;

- **encourager les investisseurs à adopter des mesures et des objectifs liés au genre** (notamment le nombre de demandes adressées par des start-up dirigées par des femmes, le nombre de réunions organisées et le nombre de start-up dirigées par des femmes qui obtiennent un financement) ; faire en sorte que **l'octroi des financements et des garanties par les sociétés d'investissement et les banques nationales et régionales des États membres** (y compris par des fonds de capital-investissement ou de capital-risque) soit plus inclusif ; **mobiliser les programmes européens existants et les institutions pour que des financements soient affectés à des initiatives prises par des femmes qui entreprennent et innovent** ;
- **s'assurer que les programmes-cadres de l'UE, notamment en matière de recherche et d'innovation, incluent des mesures destinées à soutenir les femmes entrepreneures et les sociétés et start-up dirigées par des femmes** ; promouvoir une modification de l'organisation des établissements de recherche et d'innovation pour parvenir à une égalité des sexes durable et à la pleine participation des femmes à la recherche et à l'innovation ;
- **favoriser le renforcement des objectifs et mesures spécifiquement liés au genre que le Conseil européen de l'innovation adopte** pour accroître son soutien aux femmes qui innovent, et promouvoir une meilleure visibilité des mesures déjà en place ;

## 2) Mesurer, suivre et évaluer l'écart entre les hommes et les femmes en matière de financement

- **appuyer et développer davantage les baromètres existants à l'échelle de l'UE (tels que DESI) et les baromètres au niveau national sur une base volontaire** afin de suivre les progrès accomplis en ce qui concerne l'accès aux financements des start-up et des scale-up dirigées par des femmes. Ces baromètres devraient inclure des indicateurs sur la participation des femmes aux fonctions de prise de décisions dans les sociétés d'investissement [telles que Présidente-directrice générale, fondatrice, partenaire(s) ou membre(s) du comité d'investissement]. Les indicateurs devraient être développés de concert avec l'industrie pour faire prendre conscience des inégalités entre les hommes et les femmes en matière de financement, et faire l'objet de réexamens fréquents afin de créer une dynamique parmi les sociétés d'investissement ;
- **favoriser l'élaboration de politiques fondées sur des données factuelles** et développer davantage et adapter les outils statistiques au niveau de l'UE afin de pouvoir mesurer l'entrepreneuriat féminin (Eurostat ou Eurobaromètre) et définir les mesures clés à adopter et assurer le suivi de leur mise en œuvre ;
- **fournir une information mieux ciblée sur la multiplicité des fonds et des initiatives** pour aider les femmes entrepreneures à s'orienter parmi les possibilités qui s'offrent à elles, ce qui permettrait de favoriser les financements tenant compte des questions d'égalité entre les hommes et les femmes dans l'UE et dans ses États membres (par exemple, au moyen de plateformes et/ou de points d'accès uniques permettant une diffusion adéquate de l'information relative aux possibilités de financement).

## 3) Déployer des actions ciblées visant à accroître la participation des femmes dans l'écosystème des start-up de la « deep tech », qui proposent des innovations de rupture, et plus généralement dans le secteur des TIC :

- **promouvoir la mise en œuvre de nouvelles initiatives d'aide aux femmes entrepreneures dans le secteur des TIC, celui des technologies de pointe et d'autres secteurs susceptibles de conduire à des innovations de rupture** (il pourrait s'agir par exemple d'un appel à projets destiné aux fondatrices de start-up opérant dans la « deep tech » ou travaillant sur d'autres types d'innovations, notamment dans les domaines environnemental et social et dans les industries créatives, ainsi que de systèmes de certification et de normes de bonne

gouvernance), avec pour objectifs de diversifier les candidatures à ces fonctions et de constituer une réserve de talents plus large dans le domaine des TIC ;

- **favoriser une meilleure orientation universitaire et professionnelle en continuant de travailler sur les initiatives concernant l'éducation et les programmes de formation destinés aux filles, aux femmes et aux groupes sous-représentés**, en particulier en matière d'habileté numérique en relation avec les sciences, la technologie, les industries créatives innovantes et l'ingénierie (les STIM), et d'éducation entrepreneuriale (questions relatives au démarrage, à l'expansion et au financement), afin de mieux sensibiliser, en particulier, les femmes et les jeunes étudiants. Une attention spécifique devra être apportée aux questions d'intersectionnalité ;
- **encourager et faciliter les activités de mentorat ainsi que les événements et initiatives de réseautage**, et mettre en avant des modèles d'identification par le biais de campagnes d'information positives afin de remédier à la fracture numérique et à l'inégalité entre les hommes et les femmes dans le **développement des compétences numériques** ; imaginer des prix et des concours récompensant les fondatrices d'entreprises ;
- **promouvoir des programmes spécifiquement destinés aux femmes dans les pépinières d'entreprises ou les accélérateurs, et dans les pôles européens d'innovation numérique.**

\*

\* \*

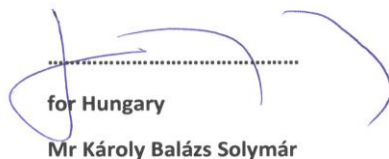
L'autonomisation des femmes, l'augmentation du nombre de start-up dirigées par des femmes et la promotion de la participation des femmes à l'ère numérique afin qu'elles soient pleinement associées au développement technologique et à l'innovation demeurent un impératif pour garantir l'égalité des chances en matière d'innovation et attirer davantage de talents féminins, en particulier dans les secteurs des TIC et de l'innovation de rupture. Par conséquent, notre **engagement à combler l'écart entre les femmes et les hommes en matière de financement se donne pour objectif d'améliorer l'accès aux financements des entrepreneures et des start-up dirigées par des femmes afin de parvenir à l'égalité de genre et de créer un écosystème européen d'innovation plus équitable et plus performant.**



Khashayar Farmanbar

Minister for Energy and Digital Development

Kingdom of Sweden



for Hungary  
Mr Károly Balázs Solymár

Deputy State Secretary for Digitalisation

Xavier Bettel  
Prime Minister of Luxembourg

Lithuania, duly represented by  
Aušrinė Armonaitė

Minister of the Economy and Innovation of the Republic of Lithuania


Mr. Janusz Cieszyński  
Secretary of State, Chancellery of the Prime Minister of the Republic of Poland

Nikolay Sabev

Mark Boris  
Andrijanič

Digitalno podpisal Mark Boris  
Andrijanič  
DN: c=SI, o=state authorities,  
ou=web-certificates,  
givenName=Mark Boris,  
sn=Andrijanič,  
serialNumber=1238325814012,  
cn=Mark Boris Andrijanič  
Datum: 2022.03.04 12:01:09 +01'00'

Done at Bucharest, on.....4 March 2022

  
\_\_\_\_\_  
(Signature)

**Marcel Ioan BOLOȘ**

Minister of Research, Innovation and Digitalization

ROMANIA



Federal Minister Margarete Schramböck,  
Federal Ministry Republic of Austria, Digital and Economic Affairs

**CROATIA**

**MINISTER OF ECONOMY AND  
SUSTAINABLE DEVELOPMENT**

  
dr. sc. Tomislav Čorić



Federal Minister Robert Habeck, Vice Chancellor,  
Federal Minister for Economic Affairs and Climate Protection, Vice Chancellor



Hon. Silvio Schembri, Minister for Economy and Industry,  
Republic of Malta

**Minister of Digital Governance**



**Kyriakos Pierrakakis**

**Greece**



M. Giancarlo GIORGETTI, Minister of Economic Development, Italy



M.A.M. Adriaansens

Minister of Economic Affairs and Climate Policy

The Netherlands



Timo Harakka, Minister of Transport and Communications (Finland)



Veronika Remišová, Deputy Prime Minister and Minister for Investment,  
Regional Development and Informatization

PhDr. Ivan

Bartoš, Ph.D.

Digitálně podepsal  
PhDr. Ivan Bartoš,  
Ph.D.  
Datum: 2022.03.07  
10:53:34 +01'00'